

Le Liban pousse les réfugiés syriens à retourner chez eux

PROCHE-ORIENT Les ressources de ceux qui résident dans les camps s'étiolent

- Plus d'un million de Syriens vivent en exil au Liban.
- Une situation qui dure depuis huit ans.

REPORTAGE

GHAZLIÉ

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Dans le village de Ghazlié, au sud de Beyrouth, Razane vit avec ses quatre enfants, son mari, ses trois beaux-frères et sa belle-mère. En 2013, ils ont fui les combats en Syrie pour se réfugier au Liban.

Cinq ans plus tard, ils ne vivent pas sous une tente, mais la précarité ne les a pas épargnés. Au fil des années d'exil, leurs ressources se sont épuisées et aujourd'hui, ils n'arrivent plus à payer les factures ni leur loyer. Ils ne peuvent plus se permettre d'acheter des médicaments ni du lait pour les enfants. Le dernier, né il y a neuf mois, boit de l'eau de cuisson de riz.

Quand nous les rencontrons, les hommes sont absents. Ils travaillent en tant que journaliers sur des chantiers. Comme tous les jours, ils sont descendus sur la corniche avec l'espoir qu'un employeur les embarque.

« On n'a plus rien, dit Razane, 23 ans. Il y a des réfugiés qui retournent en Syrie. Ils sont sûrement fatigués de la vie ici, ils n'ont plus d'argent, ils en ont marre... mais nous, on ne peut pas rentrer. Pour le moment, c'est encore la guerre, et après ? On n'est pas en sécurité et de toute façon on n'a plus rien là-bas. »

Razane et sa famille vivaient à quelques kilomètres de la province d'Idlib où le régime syrien prépare sa dernière grande offensive. Leur maison a été rasée dans les bombardements il y a déjà plusieurs années.

« Vous pensez qu'on reste au Liban parce qu'on est heureux ?, s'exclame sa belle-mère. Quand je sors faire des courses, j'entends les gens - ils ont des mots très durs contre moi, contre les Syriens en général. Le mois dernier, mon fils s'est fait tabasser dans la rue... Mais je n'ai pas le choix. »

Un pays au bord du gouffre

Plus d'un million de Syriens vivent en exil au Liban. Ce pays trois fois plus

petit que la Belgique affiche la concentration de réfugiés la plus élevée au monde : près d'un habitant sur trois.

Une situation qui dure depuis maintenant huit ans et qui pèse lourd, notamment sur l'économie. Le secteur du tourisme, les investissements étrangers, les infrastructures ou encore le marché du travail subissent de plein fouet les conséquences de la crise syrienne.

En 2017 déjà, le ministre de l'Économie Raed Khoury tirait la sonnette d'alarme. « La situation économique ne peut plus tenir le coup et les indicateurs ne trompent pas (...). La crise syrienne a coûté au Liban 18 milliards de dollars et le taux de chômage a atteint les 30 %. »

Pour limiter la hausse du chômage, les autorités libanaises autorisent les Syriens à travailler uniquement dans trois secteurs de l'économie : l'agriculture, la construction et le ramassage des déchets.

Même si les réfugiés ont aussi un impact positif sur l'économie libanaise en consommant et en attirant des milliards de dollars d'aide humanitaire, ils sont perçus comme un fardeau.

Ce sentiment de ras-le-bol, les libanais l'ont bien compris. Alors que le pays observe officiellement une position de neutralité vis-à-vis du conflit syrien, ils sont de plus en plus nombreux à appeler au retour imminent des réfugiés.

« Le Liban est un pays d'émigration et non d'implantation, encore moins un marché de travail », a souligné le

président Michel Aoun lors de la séance d'ouverture du Parlement européen le 12 septembre à Strasbourg.

Le plan russe

Dans cette volonté de voir les réfugiés prendre le chemin du retour, le Liban s'est trouvé un allié de taille à Moscou.

En juillet, la Russie, puissant partenaire de Bachar al-Assad a proposé son aide pour rapatrier quelque 890.000 réfugiés du Liban vers la Syrie. Ce retour pourrait se faire en deux étapes : d'abord vers des camps du côté syrien, puis dans les villages respectifs des réfugiés. Les Russes disent pouvoir obtenir des garanties sécuritaires à Da-

mas.

« La vie revient à la normale en Syrie. Les réfugiés ont la garantie du gouvernement syrien (...) qu'il n'y aura pas de répression ou de mesures coercitives contre ceux qui souhaitent revenir à la vie civile », assure Alexandre Lavrentiev, l'émissaire russe de passage à Beyrouth.

Seule contrepartie, les États-Unis et l'Union européenne doivent mettre la main à la poche pour encadrer ce retour de leurs financements, en aide humanitaire et en projets de reconstruction d'habitations et d'infrastructures. Une proposition difficilement recevable par les deux intéressés qui espèrent encore conditionner leur aide

financière à un processus de transition politique.

Quoi qu'il en soit, le Liban reste enthousiaste et s'organise pour appliquer le plan russe. Alors que le pays peine à former un gouvernement depuis cinq mois, les membres de la Commission libano-russe pour le rapatriement des réfugiés syriens ont, eux, déjà été nommés, en quelques semaines.

« Nous sommes enfin dans la phase exécutive du plan de retour des déplacés en Syrie », a déclaré Amal Abou Zeid, l'un des membres de la Commission qui comprend des représentants des différentes institutions libanaises ainsi que des services de renseignement et de l'armée.

Même le Premier ministre Saad Hariri, jusqu'alors opposé à un retour des réfugiés dans les conditions sécuritaires actuelles, met de l'eau dans son vin et y trouve son intérêt. Avec l'initiative russe, pas besoin de rouvrir de canal de communication officiel entre Damas et Beyrouth.

Des bus affrétés par Damas

La mise en œuvre du retour nécessite une vraie coopération libano-syrienne, mais celle-ci est actuellement cantonnée à des considérations d'ordre logistique et sécuritaire. La mission du retour est officiellement confiée à la Sûreté générale, l'un des plus importants services de renseignement du pays. Début août, celle-ci a ouvert un réseau de centres d'enregistrement pour les Syriens qui souhaitaient être

rapatriés.

La semaine dernière, quelques centaines de Syriens se sont portés volontaires pour le retour. Ils ont rejoint leur pays à bord de bus affrétés par les autorités syriennes. D'autres rapatriements ont été organisés cet été depuis les villages de Ersal et Chebaa à la frontière franco-libanaise. Au total, la Sûreté générale estime qu'un peu plus de 2.000 réfugiés ont bénéficié de ces opérations cette année. A ce stade, le chiffre est insignifiant, mais les autorités libanaises espèrent qu'une dynamique se mettra en place rapidement.

Certains réfugiés préfèrent partir d'eux-mêmes. C'est le cas d'Abou Firas, de sa femme et de leurs cinq enfants qui ont décidé de rentrer chez eux, dans la province de Homs, après six ans passés dans un camp de réfugiés de la Bekaa. « *Mes enfants n'ont pas d'avenir au Liban, ils ne sont même pas scolarisés. En Syrie, ce sera difficile, mais notre maison est encore là et au moins, nous serons dans notre pays* », dit-il.

L'ONU dépassée

Les Nations unies sont beaucoup moins optimistes mais se retrouvent obligées de prendre le train en marche. Au début de l'été, le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), organe qui prend en charge le sort des réfugiés au Liban, s'était ouvertement désolidarisé des premières opérations de retour. Résultat, l'institution s'était retrouvée dans une position délicate avec le Hezbollah, puissant parti chiite libanais engagé militairement aux côtés de Damas, qui l'accusait de « *faire peur* » aux réfugiés, et avec le ministère des Affaires étrangères libanais qui lui reprochait « *d'interdire* » le retour.

Lors de son dernier passage à Beyrouth, le 31 août, le haut-commissaire pour les réfugiés de l'ONU, Filippo Grandi, s'est montré beaucoup plus conciliant.

« *Ceux qui veulent rentrer doivent pouvoir le faire*, a-t-il déclaré au lendemain de sa visite à Damas. *Il y a des gens qui ont des idées, il faut discuter.*

La Fédération de Russie a fait des propositions, ils peuvent aider et c'est important de parler avec eux. Nous souhaitons renforcer notre relation avec le gouvernement russe. »

Lors de ses négociations avec Damas et Moscou, le HCR demande que les craintes des réfugiés soient prises en considération, que des solutions concrètes soient mises en place. Ces craintes sont de taille et expliquent pourquoi la grande majorité des réfugiés n'est pas prête à rentrer. Parmi les difficultés mises en avant : la peur d'être arrêtés par les services de renseignement une fois la frontière passée, la peur de ne pas retrouver leur maison ou d'en être expropriés, la peur de ne recevoir aucune aide, sans parler de la peur du service militaire obligatoire pour les hommes de 18 à 42 ans ; ou du fait que les enfants nés au Liban sont pour beaucoup apatrides, faute d'enregistrement de leurs naissances. Pour les déplacés syriens au Liban, le retour reste donc un rêve lointain. ■

CHLOË DOMAT

